



NACIONES UNIDAS



Randolph Gilbert

randolph.gilbert@un.org

Haïti: financement de la protection sociale, des éléments de réflexion

Port-au-Prince
5-16 Mars 2018



NACIONES UNIDAS

CEPAL

En guise de prémisse...

Une prémisse est une proposition, une affirmation avancée en support à une conclusion.

Eviter de fausses attentes...

Le rapport de D. Dorsainvil (CEPALC, 2015; voir références) est un rapport d'analyse; il n'est pas (et ne prétend être) un audit (comptable, financier)...



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Plan

1. Antécédents et contexte

Indice du rapport D. Dorsainvil (2015): quelques commentaires, éléments de réflexion...

2. Une nouvelle lecture

- i. les points saillants du rapport DD (validité, nuances, ...)
- ii. les défis d'alors et d'aujourd'hui: **mesurer, mesurer, mesurer (bien)**
- iii. budget recettes vs dépenses; exécution; sources de financement internes & externes



Indice du rapport DD

I. Introduction.....	5
A. Évolution récente des finances publiques en Haïti: recettes, dépenses, et financement... 8	
1. Évolution des dépenses sociales de fonctionnement et d'investissement	13
2. Le nouveau rôle de l'État et le financement de la politique sociale: défis.....	16
II. Situation des finances publiques en Haïti et la politique sociale: certains indicateurs.....	22
A. Indicateurs économiques et sociaux.....	23
B. Dépenses Sociales: acteurs et montants.....	28
III. Structure de base du financement de la politique de protection sociale:	
les sources et les ressources	32
A. Principaux programmes de protection sociale en Haïti et leur financement.....	33
1. Régimes de pension.....	35
2. Assurance santé.....	37
3. Assistance sociale: transferts sans contreparties	39
B. Viabilité des programmes du point de vue budgétaire	44
C. PSUGO: décisions stratégiques, besoins et impact budgétaires – un exercice.....	48
1. Hypothèses, paramètres, et population cible.....	49
2. Résultats	50
IV. Conclusions: évaluation et prospective.....	52



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Objectifs (*)

- (i) En tout premier lieu: Evaluer les risques financiers auxquels font face le système de financement public de la politique de protection sociale et identifier les mécanismes de soutenabilité
- (ii) dégager une vision intégrale des finances publiques en Haïti
- (iii) mener une analyse des sources de financement et du niveau des ressources (locales & internationales) qui soutiennent la politique sociale et les programmes sociaux;
- (iv) formuler des propositions d'orientations et des recommandations pour le financement durable de la politique sociale et des programmes sociaux en Haïti, à partir d'une approche en termes de droits, et en visant l'extension de la couverture, l'augmentation de l'impact, ainsi que l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience.

(*)... aujourd'hui une mise à jour de ce rapport pourrait conserver ces mêmes paramètres ??? Oui? Non? Pourquoi?



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Recours à deux sources principales:

- 1) Consultations de données diverses (i.e. lois de finance, Tableau des Opérations financières de l'État (TOFE), rapports de dépenses, bilans, études et statistiques nationales et internationales.
- 2) Entrevues auprès de personnes ressources des principales entités concernées (MEF, MPCE, FAES, etc.)

... ciblage des programmes financés par le Trésor Public. Cette donne a changé ...



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Approche

- L'approche qui sous-tend le travail de DD est avant tout une préoccupation budgétaire : quelle est la **capacité budgétaire (espace fiscal, plafond budgétaire)** permettant de couvrir l'ensemble (une partie, combien ???) des initiatives de Protection Sociale en Haïti.
- Une recherche de **gains en efficacité dans l'exécution de la politique sociale**: comment BIEN faire? En quoi consiste BIEN / MAL faire? **Quels critères**



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Les finances publiques haïtiennes: quelques grandes lignes

- Des moyens limités (deux facteurs : petite économie, pauvreté massive)
- Faible pression fiscale: de l'ordre de 12% du PIB (contre 18% en moyenne en ALC);
- Prédominance d'impôts indirects (TCA, recettes douanières, droits d'accise)... 60% de la perception totale
- Forte dépendance le l'Aide Publique au Développement (APD)... en peu de mots les bailleurs internationaux sous des modalités dette (avant HIPC/PPFE /*), dons, etc.



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Recettes

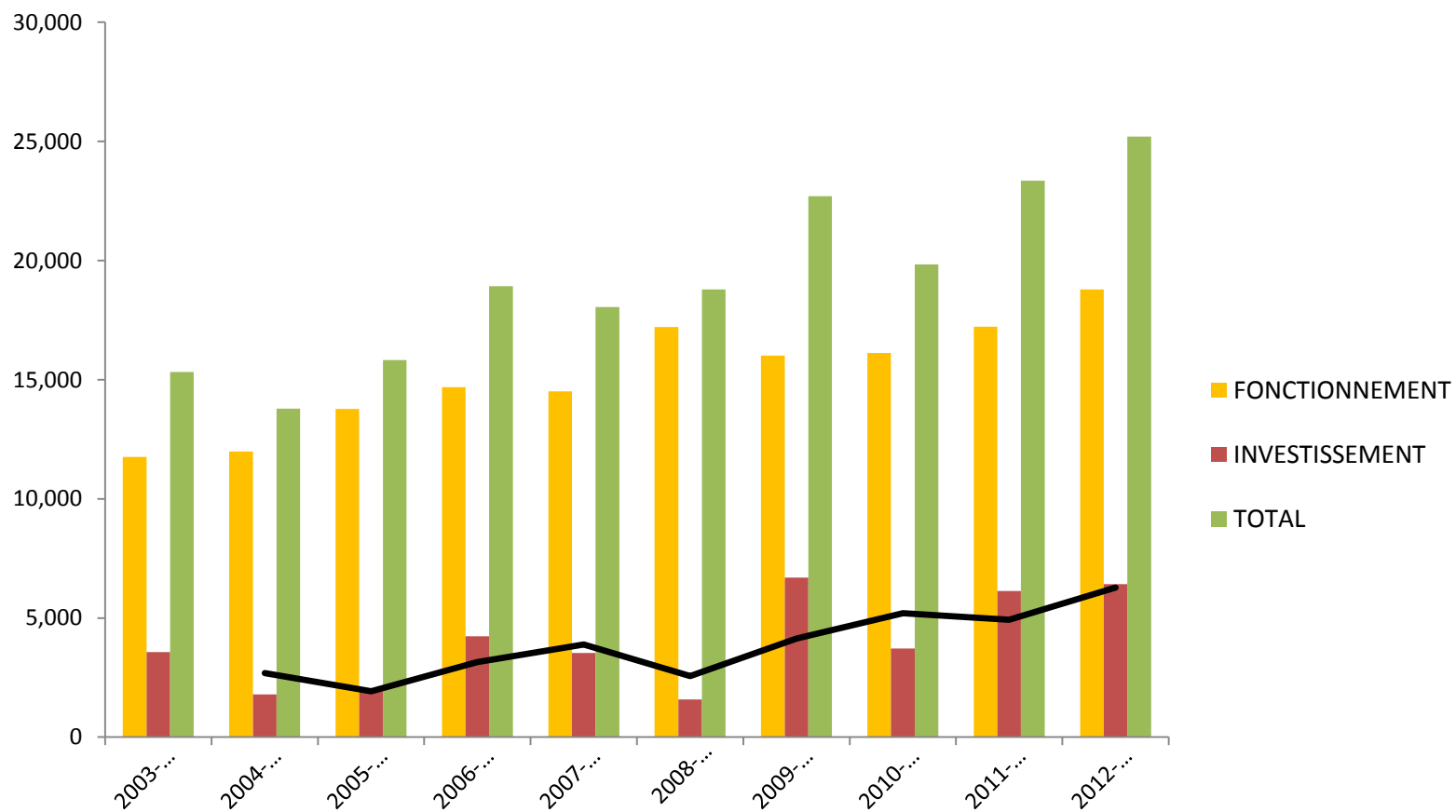
Année Fiscale	Recettes	Recettes (ajustées pour inflation IPC, en millions de gourdes de aout 2004)
	(millions de gourdes)	
2003-2004	12,607	12,312
2004-2005	16,255	13,822
2005-2006	20,110	15,212
2006-2007	23,197	16,267
2007-2008	26,848	15,710
2008-2009	29,881	18,343
2009-2010	31,425	18,431
2010-2011	39,139	20,796
2011-2012	42,305	21,100
2012-2013	44,522	21,502
2013-2014	47,103	21,939
2014-2015	57,117	24,742
2015-2016	66,078	25,246
2016-2017	74,948	24,957



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Dépenses





NACIONES UNIDAS

CEPAL

Année fiscale	Pondération des investissements (% du total dépenses)
2003-2004	23%
2004-2005	13%
2005-2006	13%
2006-2007	22%
2007-2008	20%
2008-2009	8%
2009-2010	29%
2010-2011	19%
2011-2012	26%
2012-2013	25%

Recettes, dépenses, solde

Evolution recettes, dépenses et solde (millions de gourdes courantes)

Année fiscale	Recettes	Dépenses	Solde
2003-2004	12,607	15,696	-3,089
2004-2005	16,255	16,206	49
2005-2006	20,110	20,927	-817
2006-2007	23,197	26,983	-3,786
2007-2008	26,848	30,856	-4,008
2008-2009	29,881	30,616	-735
2009-2010	31,425	38,709	-7,284
2010-2011	39,139	37,343	1,796
2011-2012	42,305	46,816	-4,511
2012-2013	44,522	52,093	-8,304
2013-2014	47,103	60,583	-13,480
2014-2015	57,117	70,378	-13,262
2015-2016	66,078	64,178	1,900
2016-2017	74,948	80,265	-5,317



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Financement

- Appui budgétaire direct (les dons et prêts)
- Aide aux projets
- Financement monétaire (banque centrale BRH)



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Les recettes fiscales permettent ***grosso modo*** de satisfaire les nécessités budgétaires en matière des dépenses courantes... cependant tel n'est pas le cas pour les dépenses d'investissements qui relèvent du monde des « programmes », dont la politique sociale.

Le tandem MEF-DGB & MPCE

Les ministères sectoriels (MSPP, MENFP, TPTC, MICT, MAE, ...)

Investissements: importance ressource externes

CRÉDITS BUDGETAIRES INSCRITS DANS LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC (PIP) selon les sources de financement (millions de gourdes)

Année fiscale	(1) Aide aux projets (programmée)	(2) Ressources du trésor public	(...) dont Aide budgétaire directe	(4) TOTAL PIP	(5) Total des Ressources externes	(6) % des Ressources externes (5/4)
2006-2007	35,883	7,145	3,479	43,027	39,362	91%
2007-2008	42,970	5,495	3,297	48,465	46,266	95%
2008-2009	38,843	6,621	3,793	45,463	42,635	94%
2009-2010	38,598	19,924	10,574	58,523	49,172	84%
2010-2011	43,873	27,022	5,440	70,894	49,313	70%
2011-2012	57,756	23,164	5,493	80,920	63,249	78%
2012-2013	61,271	26,872	4,179	88,143	65,450	74%
2013-2014	51,475	18,135	3,074	69,610	54,549	78%

Pondération des dépenses d'investissement dans le total des dépenses

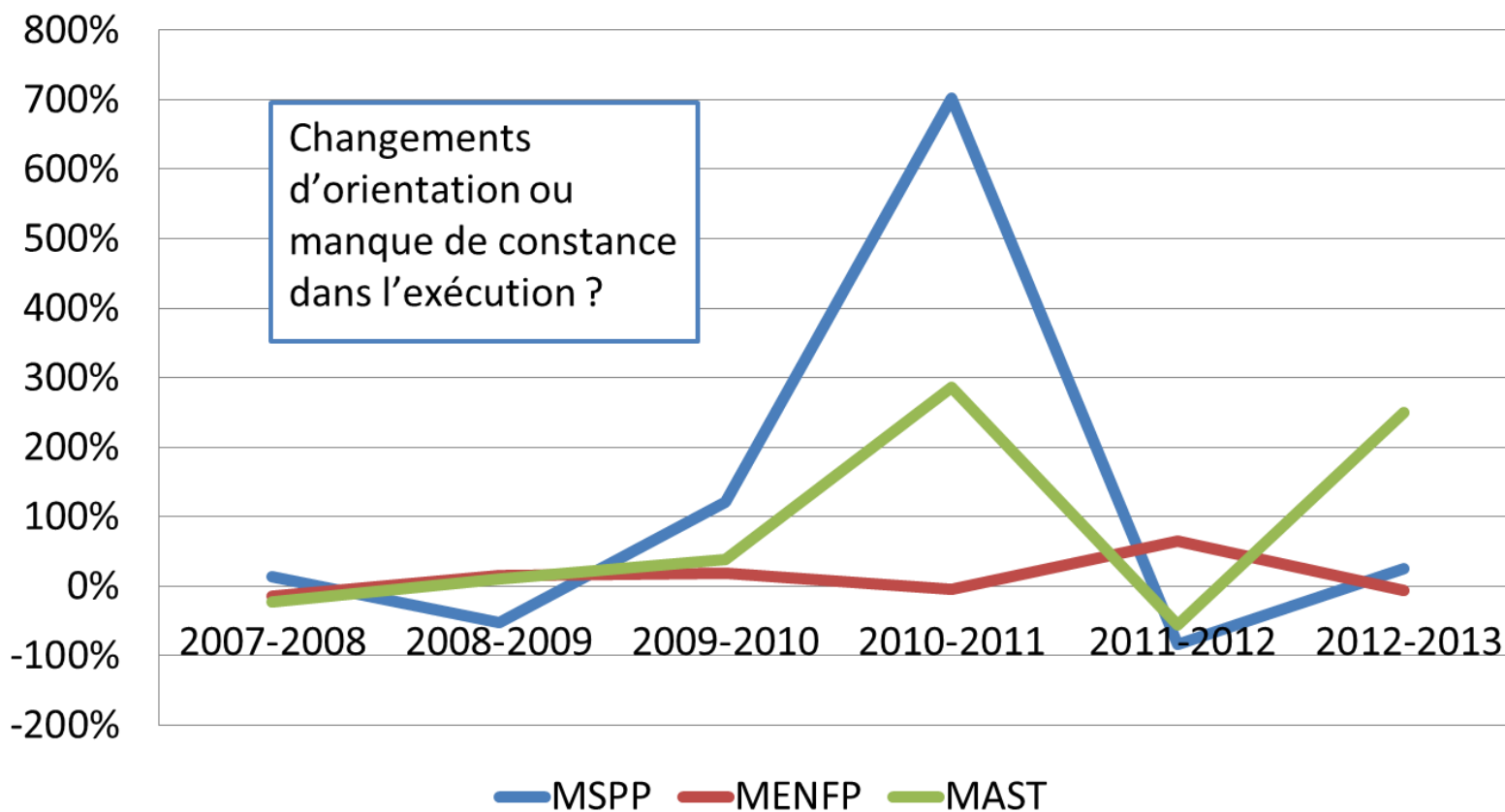
Année fiscale	SECTEUR		
	MENFP	MSPP	MAST
2006-2007	26%	41%	55%
2007-2008	14%	58%	44%
2008-2009	17%	21%	40%
2009-2010	43%	66%	58%
2010-2011	36%	5%	9%
2011-2012	49%	47%	63%
2012-2013	41%	52%	83%
Moyenne	32%	41%	50%



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Volatilité...



Securité sociale/Assurance

A) RÉGIMES DE PENSION :

OFFICE NATIONAL D'ASSURANCE VIEILLESSE (ONA);

PENSION DES FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT –PENSION CIVILE;

AUTRES PENSIONNAIRES COUVERTS PAR LE TRÉSOR; PUBLIC: BNDAL, ANCIENS MILITAIRES, EX-MINOTERIE, EX-TELECO;

AUTRES SYSTÈMES: BRH, BNC, BPH.

B) ASSURANCE MALADIE:

OFFICE D'ASSURANCE ACCIDENTS DU TRAVAIL, MALADIE, MATERNITÉ (OFATMA);

AUTO-ASSURANCE DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE;

ASSURANCES PRIVÉES.



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Nombre d'assurés et bénéficiaires (2011)

INSTANCE	Cotisants ou Assurés	Retraités ou Bénéficiaires
ONA	263.471	2.767
DPC	67.802	13.732
APN	1.330	82
EDH	2.500	300
TELECO	0	336
BRH	608	225
BNC	600	261
BPH	150	19
Total	336.641	17.722

Nouvelle initiative: intégration du secteur informel et de travailleurs additionnels du secteur privé au régime d'assurance santé

EXPÉRIMENTATION "KAT WOZ" PENDANT UNE ANNÉE.

FINANCEMENT:

PROPOSITION DE COTISATIONS : 50-100 gourdes;

CONTRIBUTION DU TRÉSOR : 500 millions-1,3 milliards.

COUVERTURE : 4,9 millions (travailleurs + dépendants)

1,5 secteur privé

3,4 secteur informel

Qu'en est il aujourd'hui (2018) ???



NACIONES UNIDAS

CEPAL

AUJOURD'HUI ONA A UN NOMBRE RESTREINT DE BENÉFICIAIRES ET BEAUCOUP DE COTISANTS. SI CETTE SITUATION VENAIT À CHANGER ?

- **LEÇONS DE LA PENSION CIVILE:** UNE ÉTUDE ACTUARIELLE SUGGÈRE QUE SI RIEN EST FAIT ET QUE LES TENDANCES ACTUELLES SONT MAINTENUES LE FONDS DE PENSION CIVILE AURA BESOIN DE 20 MILLIARDS DE GOURDES POUR SURVIVRE D'ICI 2030.
- **RECOMMANDATIONS :**
 - - RELÈVEMENT DE L'ÂGE DE RETRAITE 55 ANS à 58 ANS;
 - - AUGMENTATION DES TAUX DE COTISATION;

Programmes et bénéficiaires (2015)... vs. état des lieux en 2018 (voir document NLB)

TI MANMAN CHERI	Subsides de 400, 600 et 800 gourdes / mois pendant six mois selon nombre d'enfants inscrits (1,2, 3)
PSUGO	Frais d'écolage 4.000 gourdes (écoles privées) 250 gourdes (écoles publiques)
KORE ETIDYAN	2.060 gourdes/par mois pendant 9 mois
PANYE SOLIDARITE	300 gourdes/panier
BON DIJANS/BON SOLIDARITE	560 gourdes/mois (durée 1-4 mois)
RESTORAN KOMINOTÈ	1 plat/jour à 10 gourdes
KANTIN MOBIL	1 plat gratuit par jour
KORE MOUN ANDIKAPE	400 gourdes / mois (durée 12 mois)

Financement EDE PEP (2015) ...vs. aujourd'hui (2018)

TI MANMAN CHERI	PETRO CARIBE
KORE ETIDYAN	
PANYE SOLIDARITE	
BON DIJANS/BON SOLIDARITE	
RESTORAN KOMINOTÈ	
KANTIN MOBIL	
KORE MOUN ANDIKAPE	
KREDI FANM LAKAY	
KORE PEYZAN	
PSUGO	TRÉSOR PUBLIC, AFC (TAXES SPÉCIALES: transferts & appels téléphoniques), APPUI BUDGÉTAIRE DIRECT



NACIONES UNIDAS

CEPAL

- **CRITÈRES:**
 - ❖ INCIDENCE PAR RAPPORT À LA TAILLE DES BESOINS;
 - ❖ EFFICACITÉ PAR RAPPORT AU COÛT D'OPPORTUNITÉ-TENANT COMPTE DES AUTRES ASPECTS DE LA DEMANDE EN PROTECTION SOCIALE.



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Et après ... ???

- Stratégies et politiques de PS (acteurs, rôles...)
- Contraintes (budgétaires, politiques, sociales) : feuille de route vs budget...
- Pactes sociaux pour la PS (voir présentation de C. Maldonado): les partenariats Pub-Pub; Pub-Priv; Priv-Priv

les espaces de consensus, les espaces d'utopies...



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Références (weblinks)

1. Daniel Dorsainvil (2015)

<https://www.cepal.org/fr/publicaciones/38231-evaluation-du-financement-public-la-politique-protection-sociale-une-lecture>

2. Nathalie Lamaute-Brisson (2015)

<https://www.cepal.org/es/node/31743>

3. CEPALC : soutenabilité fiscale

<https://www.cepal.org/es/publicaciones/40624-sostenibilidad-fiscal-reformas-tributarias-america-latina>

4. MEF-DGB Budget 2017-2018

<http://www.mef.gouv.ht/index.php?page=Budget>

5. Feuilles de route des ministères sectoriels (MAST, MSPP, MENFP, MARNDR, etc.) ...



NACIONES UNIDAS

CEPAL

MERCI...



NACIONES UNIDAS

CEPAL

www.cepal.org